

vernement au service des travailleurs

mais en plus l'assurance d'une inébranlable fermeté du gouvernement dans la répression. Ils n'ont pas confiance dans le ministère actuel. Ils laissent faire les bandes fascistes, s'entendent même avec leurs chefs pour manifester devant le Palais-Bourbon, au cri de slogans racistes, empruntés à la panoplie idéologique de la Milice.

Dans l'armée, tableau identique. Les « grands » chefs militaires ne font pas de politique, paraît-il. Ils ont cependant une exigence très claire: maintenir l'Empire. Si on ne la respecte pas, ils sont prêts à tout: au massacre organisé, comme à Sakhiat, aussi bien qu'au coup de force. Tous les officiers ne sont pas fascistes bien sûr; beaucoup proclament que la guerre d'Algérie mène à l'absurdité. Ils n'en soutiendraient pas moins un gouvernement fort qui rétablirait le « prestige de la France ». Et d'ailleurs de quel poids peuvent peser l'indécision et la confusion de quelques officiers libéraux, face à la ferme volonté de nombreux militaires, au premier rang desquels figurent les paras?

Juin succèderait-il à Coty? N'allons pas trop vite en besogne. Complot militaire ne signifie pas nécessairement gouvernement militaire. Conspirer est aussi habituel à certains généraux que de traîner un sabre.

L'essentiel à retenir est qu'une partie des cadres de la police et de l'armée est prête au coup dur, disposée à intervenir brutalement pour stopper toute tentative de compromis en Algérie.

On demande un sauveur

Toute la droite parlementaire est parfaitement au courant de la situation. Elle s'appuie plus ou moins ouvertement sur les forces coloniales pour faire passer sa politique. Mais utiliser les groupes de choc, la police contre le régime signifierait passer à une épreuve de force, dont l'issue n'est pas certaine.

Les Reynaud, Pinay, Duchet préfèrent une solution plus pacifique: d'abord élaborer une réforme bien réactionnaire de la Constitution, qui mette le gouvernement à l'abri des incartades du Parlement. Et ensuite, pousser une équipe ministérielle sûre. L'idée par elle-même n'est pas mauvaise; mais sa réalisation n'est pas commode. Car il suffit d'un tant soit peu de réalisme pour comprendre que l'ultra colonialisme ne mène pas très loin et qu'il sera peut-être nécessaire, à plus ou moins brève échéance, de mollir un peu en Algérie. Il faudrait à la tête du gouvernement futur un homme qui bénéficie de la confiance de la droite, tout en étant suffisamment libéral pour ne pas être craint de la gauche; un leader qui soit écouté à la fois de l'armée et de certains dirigeants coloniaux. Un homme à poigne enfin, capable de prendre ses distances avec les Américains.

Cherchez bien, et vous ne trouverez personne qui réponde mieux à la description que de Gaulle, général, homme de droite, ami de Mendès-France, capable à ce titre de bénéficier de l'éventuel soutien de la gauche, communistes y compris. N'est-ce pas là le sauveur suprême, dont il faut attendre l'avènement?

Le danger réel

Nul ne peut prétendre fixer dès maintenant la perspective d'évolution de la situation française. On peut affirmer seulement que la poursuite de la guerre d'Algérie accroît au maximum la tension des forces en présence, laissant présager, plus ou moins vite, une épreuve de force.

A celle-ci, la bourgeoisie se prépare. En majorité, ses préférences iraient plutôt vers un renforcement progressif du gouvernement. L'appel à de Gaulle, dont rêvent tout haut certains politiciens, cadre assez bien avec une telle perspective.

Mais, dans cette direction, rien n'est acquis. Il est, dans les milieux d'affaires, trop de divergences d'intérêts pour qu'une solution de ce genre se réalise sans luttes nouvelles, qui polariseraient encore les sympathies de droite autour des extrémistes. N'oublions pas que tous les ultras de la colonisation ont tout à perdre dans un règlement algérien. Il n'est pas sûr qu'aucune personnalité, fût-elle aussi populaire à droite que celle de de Gaulle, soit capable de les tenir en respect.

Le danger réel qui pèse sur la France est que s'instaure plus ou moins légalement un gouvernement fort, qui créerait les cadres politiques d'un régime réactionnaire et fournirait à l'extrême-droite la possibilité de développer son offensive.

Rien n'est encore réglé; les cercles dirigeants du grand capital n'ont pas fait de choix décisif. En fait, c'est de la classe ouvrière que dépend l'issue de la situation. Si son actuelle apathie se poursuit, la réaction marquera des points sans cesse plus importants. Mais elle peut réagir, elle a encore des ressources considérables.

Comment les exploiter, comment passer à la contre-attaque?

Relancer les luttes

La combativité des travailleurs? Personne ne la met en doute. Mais personne ne peut nier non plus l'état actuel du mouvement ouvrier. Après une série d'échecs, de mouvements pleins de promesses, avortés par la faute des dirigeants communistes ou socialistes, beaucoup de militants sont profondément découragés, sans perspectives. Et le poids dont pèsent sur toutes les luttes les appareils bureaucratiques n'est pas fait pour arranger les choses.

L'expérience des dernières années montre que les travailleurs sont à même de déclencher les luttes qu'ils jugent nécessaires, sur les mots d'ordre qu'ils estiment corrects. Définir les mots d'ordre de lutte aptes

à mobiliser l'ensemble de la classe. Appuyer la propagande sur ces mots d'ordre par l'organisation d'actions locales en dehors de l'emprise des directions bureaucratiques. Ce sont les deux conditions essentielles d'une action ouvrière à l'heure actuelle.

Ce sont les mots d'ordre revendicatifs qui sont les plus directement sensibles à la majorité des travailleurs. Mais la lutte contre la guerre d'Algérie ne les laisse pas indifférents, dans la mesure où elle est intégrée à une perspective d'ensemble, reliée aux revendications immédiates. Relancer l'opposition à la sale guerre devient une nécessité absolue. C'est l'Algérie française que veulent défendre tous les candidats au pouvoir fort. C'est dans la lutte pour l'Algérie indépendante qu'ils seront défaits.

Pour un gouvernement des travailleurs

Toute extension des combats ouvriers accélérerait la crise. A la perspective du pouvoir fort de la réaction, il faut répondre par une perspective qui ait un sens pour les travailleurs.

Le P.C.F. a trouvé sa formule de « compromis à gauche », qui devrait aboutir à un vague rassemblement populaire. Avec qui le compromis? Essentiellement avec Mendès-France, lequel ne manque pas de faiblesse pour de Gaulle. Sur quel programme le compromis? Paix en Algérie (ne parlons pas d'indépendance) et pour le reste, on verra...

Pour mettre en fuite les ultras, pour faire cesser la sale guerre, pour barrer la route au fascisme et à toutes les solutions de droite, il faut un gouvernement imposé par la classe ouvrière en lutte, un gouvernement au service des travailleurs, un gouvernement des travailleurs.

Qui soutiendra ce gouvernement?

Comment imposer un gouvernement des travailleurs? La lutte parlementaire est notoirement insuffisante. Elle ne peut avoir un sens que si elle s'intègre dans une bataille générale menée dans tout le pays. Un renouveau des luttes ouvrières ne peut se faire et atteindre un certain degré de généralisation que malgré les directions traditionnelles, qui s'opposent à toute lutte d'ampleur. On ne peut donc concevoir de gouvernement ouvrier sans que le prolétariat n'ait, d'une façon ou d'une autre, assis sa puissance, dans des organismes de combat qui lui soient propres. Le déroulement des batailles permettra de préciser la forme et l'ampleur de ces organismes. Devant l'actuelle crise du mouvement ouvrier, devant la crise de confiance à l'encontre des directions communistes et socialistes, il importe de préciser que l'autonomie d'action des travailleurs est une des conditions de succès des luttes.

Il n'est bien sûr pas question de ne pas tenir compte de l'existence du P.C.F. et de la S.F.I.O., de l'influence qu'ils ont, à des degrés divers, sur les masses de France. Dans la mesure où ces deux partis représentent les deux forces politiques principales représentant la classe ouvrière, c'est à eux que devrait incomber le soin de lutter pour un véritable gouvernement ouvrier. Dans ce sens une des tâches primordiales de l'heure consiste à poser le problème d'un véritable front unique, sur un programme de classe, pour des actions de classe. C'est des dirigeants bureaucratiques qu'il faut exiger un programme de combat prolétarien; c'est contre eux qu'il faut diriger la pointe de la critique quand ils refusent une orientation de classe.

Communistes et socialistes au pouvoir! Cette revendication générale correspond aux sentiments de l'écrasante majorité des travailleurs. Le prolétariat continue à voter pour les socialistes et surtout pour les communistes. Mais il se tient à distance de toutes les campagnes politiques de Thorez ou de Mollet. Il tend à négliger les organisations de base du P.C.F. Et ce recul par rapport à l'action proprement politique revalorise le rôle des syndicats, dans lesquels s'expriment souvent les aspirations révolutionnaires de bien des militants qui se sont heurtés à l'appareil bureaucratique. Un gouvernement des travailleurs devrait s'appuyer sur les syndicats.

Perspective révolutionnaire

La réalisation d'un gouvernement des travailleurs ne peut être posée immédiatement en termes d'action. Elle dépend d'un renouveau des luttes pour les revendications, contre la sale guerre d'Algérie; elle est liée aussi au succès du combat entrepris par les militants contre leurs vieilles directions bureaucratiques.

Dans cette mesure, il est difficile de formuler à l'heure actuelle un mot d'ordre précis qui ramasse en quelques mots la somme d'expériences qu'est en train d'accumuler la classe ouvrière. Mais il est indispensable de commencer dès maintenant la plus large discussion autour du programme précis d'un gouvernement des travailleurs.

La perspective d'un gouvernement des travailleurs reste le centre de toute perspective révolutionnaire en France. Elle est réaliste, car elle ne vise qu'à la réalisation d'un programme immédiat, du salut public prolétarien. Elle est révolutionnaire, car la réalisation d'un programme vraiment prolétarien implique le développement d'une lutte classe contre classe, d'une mobilisation ouvrière contre l'Etat bourgeois. Elle est au centre de tout programme de transition entre le capitalisme et le socialisme; elle intéresse donc tous ceux pour lesquels les discussions sur les « voies nouvelles » du socialisme sont autre chose que l'occasion de s'orienter vers un réformisme plus ou moins rénové.

Jean ROBLIN.

"La Vérité des Travailleurs" est votre journal

Par comparaison avec les années passées, nous connaissons une progression inégale mais jamais interrompue. Nous aurons l'occasion de traiter dans un de nos numéros la question du renforcement de notre parti, des adhésions que nous recevons. Aujourd'hui c'est encore de « la Vérité des Travailleurs » que nous voulons entretenir nos lecteurs, de « la Vérité des Travailleurs » qui est l'arme principale de notre mouvement et nous permet d'étendre nos idées dans des milieux à la recherche d'une issue à la crise qui sévit dans le mouvement ouvrier.

Grâce à l'aide, aux abonnements et aux souscriptions que nous avons reçus, nous avons pu dans un délai relativement court surmonter les difficultés résultant de la hausse des prix qui nous avaient contraints de passer de 12 à 8 pages.

Mais nous ne pouvons nous contenter de revenir aux 12 pages. Avec notre budget, tel qu'il est à présent, nous couvrons tout juste nos frais. Comment faire tant soit peu de publicité pour nous faire connaître davantage? Nous n'avons pas la prétention de procéder à de grands affichages, à une publicité tapageuse, mais de faire ce qui pourrait normalement toucher de plus larges milieux. Ainsi, nous avons édité pour la journée du 30 mars un papillon qui fait également connaître notre journal. Mais, même cela est une dépense lourde pour un budget comme le nôtre.

Les conditions nous sont favorables, encore faut-il pouvoir les utiliser et cela ne peut se faire sans moyens matériels, sans argent.

Trouvez-nous des lecteurs nouveaux, des abonnés nouveaux. Souscrivez à « la Vérité des Travailleurs ».

Une partie de notre budget sert à procéder à des envois de propagande. Pour nous aider dans ce domaine, il nous faut tout d'abord des noms et adresses de personnes que notre journal pourrait intéresser. Un conseil: ne soyez pas réservé quant à l'établissement de listes, car nous sommes dans une période où les militants pensent de plus en plus par eux-mêmes. Qui paraît à un moment encore figé est peu de temps après en pleine évolution. En même temps que vous nous envoyez des listes à prospecter, n'oubliez pas de souscrire pour nous aider à couvrir une partie des frais de propagande.

Enfin, « la Vérité des Travailleurs » n'est pas l'organe d'un groupe fermé. Il est l'organe des marxistes révolutionnaires participant à la lutte des masses. Devenez son correspondant: vous enrichirez son contenu et aiderez aussi, de cette façon, à étendre son rayonnement et sa diffusion.